

Synthèse de presse

Noisiel, le 28 avril 2011

Violence et climat scolaire dans les lycées et collèges La victimation des personnels de direction

Cette étude réalisée par l'Observatoire International de la Violence à l'Ecole (Eric DEBARBIEUX et Georges FOTINOS) soutenue par la CASDEN et le SNPDEN, repose sur une enquête proposée à tous les personnels de direction (perdir) en mai 2010. Près de 1 600 chefs et adjoints des lycées et collèges ont répondu au questionnaire. Au regard des caractéristiques nationales, cet « échantillon » se révèle très satisfaisant. Il concerne près d'un établissement public sur cinq, 954 191 élèves, 93 200 enseignants et 13 555 personnels d'éducation et de surveillance.

Jamais une étude de ce type et de cette ampleur n'avait été réalisée en France et en Europe sur les personnels responsables d'établissements secondaires. Les principaux éléments qui ont conduit à sa réalisation reposent d'une part sur une connaissance approfondie de ces personnels et de l'autre sur « l'ardente obligation » de l'OIVE d'approcher la réalité de ce phénomène en mesurant l'importance de la victimation déclarée par les acteurs eux-mêmes.

Cette étude, au travers des trois objectifs qui suivent, se propose d'apporter des éléments de réponse à ce triptyque : métier à risque/climat/victimation.

Trois objectifs sont visés :

- mieux connaître l'importance et la diversité des formes de la victimation des perdir
- mettre en évidence les liens climat d'établissement et victimation des perdir
- comparer l'évolution sur 6 ans du climat des lycées et collèges et l'état des relations entre les acteurs de la communauté éducative.

En résumé, 6 grands enseignements sont donnés par cette enquête :

- Le climat scolaire dans les lycées et collèges dans toutes ses composantes se dégrade régulièrement et de façon sensible depuis 6 ans.
- Toutes les mesures de sécurité prises ne sont utiles que si elles viennent en renfort d'un projet pédagogique et éducatif fort et commun à l'ensemble des acteurs et partenaires de l'établissement scolaire.
- Le sentiment de sécurité des personnels de direction est important et solide et dépend à la marge du contexte social et géographique.
- Les chefs d'établissements et leurs adjoints sont très peu victimes d'agressions excepté sur le registre des insultes.
- Le harcèlement des personnels de direction apparaît comme un phénomène significatif qui touche plus de 12 responsables d'établissement sur 100.
- La forte liaison classement social établissement/sanctions indique que le recours ciblé à l'exclusion comme mode de régulation et d'administration est important et que cette pratique participe à la dégradation du contrat social avec l'école et à la désaffiliation scolaire de certains milieux populaires.

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE

L'enquête qui est composée de 90 questions fermées et d'une question ouverte concerne deux grands champs d'étude : le champ climat scolaire (caractéristiques de l'établissement, organisation, fonctionnement, personnels, élèves) et le champ victimation (violence verbale, physique, atteinte aux biens, harcèlement).

CLIMAT SCOLAIRE

73 % des perdrix considèrent le climat bon ou excellent soit en six ans (2004-2010) une baisse importante de 9 points.

Sur les six variables concernant le champ des relations internes dans l'établissement, 5 régressent dont 3 fortement : relations enseignants / élèves : - 10 points, établissements/parents : - 11 points, soutien hiérarchique / perdrix : - 17 points. Une seule progresse et de façon spectaculaire : + 15 points pour le sentiment d'écoute par les corps d'inspection pédagogiques (IA.IPR et IEN de spécialité).

A noter que ces résultats ne sont pas corrélés aux variables sociables que l'on soit en « zone » d'éducation prioritaire ou en ZUS.

Les conditions d'exercice (en rapport avec le sécurité)

34 % des perdrix en RAR n'occupent pas leur appartement de fonction contre 23 % des autres personnels.

30 % des établissements sont équipés de caméras de vidéo-surveillance et 90 % ont un correspondant police.

95 % des perdrix se sentent en sécurité dans leur établissement.

A noter que ni les caractéristiques de l'établissement, ni les caractéristiques personnelles et ni les dispositifs de sécurité ne sont significativement corrélés au sentiment de sécurité éprouvé.

Perception de la violence dans l'établissement, signalements, sanctions.

La perception du niveau de violence apparaît très corrélée aux facteurs sociaux. Ce niveau est déclaré « moyen » et « beaucoup » par 67 % des perdrix exerçant en ZUS contre 25 % pour les autres. Cette différence est accentuée pour les perdrix exerçant en R.A.R : 71,3 % contre 28,4 %.

Un des résultats les plus forts de cette enquête est la mise en évidence du lien très important entre inégalité sociale et traitement de la transgression. Dans les établissements dont la CSP des parents est déclarée majoritairement favorisée, le nombre moyen de signalements est de 2 alors que dans ceux très défavorisés il est de 7. Ce nombre n'est pas corrélé à la taille de l'établissement mais à son type . La forte concentration de déclarations se situe dans les collèges et LP des zones urbaines défavorisées incluant le rural péri urbain.

Il est important de préciser que ce n'est pas une « fatalité sociale » puisque 41,3 % des établissements sensibles procèdent à moins de 5 signalements par an. Cette situation tient essentiellement à la qualité du « climat scolaire » notamment à la relation élèves / enseignants qui est jugée bonne dans ces établissements par 72,4 % des répondants.

5 686 conseils de discipline, 69 621 exclusions temporaires, 4 065 exclusions définitives ont été déclarés en 2009-2010 par près de 20 % des établissements secondaires publics. Rapportés en projection nationale, on peut avancer qu'au cours de cette année scolaire ont été prononcées 20 000 exclusions définitives, 348 000 exclusions temporaires et réunis 28 000 conseils de discipline.

CLASSEMENT SOCIAL ETABLISSEMENTS ET EXCLUSIONS :

TYPES SOCIAUX	SIGNALEMENTS	CONSEILS DE DISCIPLINE	EXCLUSIONS TEMPORAIRES	EXCLUSIONS DEFINITIVES
URBAIN ZUS	7,94	6,76	82,97	4,86
URBAIN RAR	9,16	8,83	111,86	6,00
RURAL SENSIBLE	7,42	6,37	75,41	4,51
RURAL	3,46	1,99	34,52	1,59
URBAIN ORDINAIRE	4,15	3,78	47,94	2,66
MOYENNES	5,14	4,23	55,06	3,05

La répartition de ces sanctions est très liée au classement social des établissements. Quatre fois plus d'exclusions définitives et de conseils de disciplines en zone urbaine RAR qu'en zone rurale. Deux fois plus de conseils de discipline en ZUS et trois fois plus en RAR qu'en « urbain ordinaire ».

A nuancer toutefois puisque 55 % des établissements en « éducation prioritaire » ont prononcé moins de 5 exclusions définitives dans l'année. Là aussi, comme pour les signalements mais avec plus de force encore, l'effet établissement et le climat scolaire atténuent singulièrement la fatalité sociale.

LA VICTIMATION DES PERDIR

Il s'agit ici de la propre expérience de victimation des personnels sur les registres : violence verbale, violence physique, atteinte aux biens et harcèlement.

Le pourcentage d'agressions quelle que soit la nature de ces dernières est faible : 96 % déclarent n'avoir subi aucune violence physique (bousculade, coups), 96 % n'avoir été victime d'aucun vol. En revanche les violences verbales sont plus répandues : 40 % des perdir déclarent avoir été insultés au moins une fois au cours de l'année. Sur ce champ, il n'y a pas de différence entre chef et adjoint mais de forts clivages selon les types d'établissement : 75 % des perdir des LEGT ne sont jamais insultés contre 60 % et 57 % pour les responsables de LP et de collègue. A noter ici que les variables personnelles des perdir (âge, genre, ancienneté...) ne sont pas significatives.

Les auteurs de ces insultes sont par ordre décroissant d'importance : les parents d'élèves, les élèves, les intrus, et enfin les membres du personnel. On constate ainsi que la très grande partie de ces agressions verbales ne sont pas le fait d'intrus ou d'inconnus et qu'elle est en lien direct avec la vie pédagogique et éducative de l'établissement.

Quant aux menaces, 80 % des perdir déclarent n'avoir pas été menacés. A noter que ce type d'agressions verbales lourdes concerne trois fois plus les perdir des collèges que ceux des LEGT et deux fois et demie plus les responsables des LP que ceux des LEGT. Une précision : les menaces avec arme et / ou avec blessure sont rarissimes.

Le harcèlement : plus de 12 % des perdir se déclarent victimes de ce type d'agressions, ce qui rapporté au plan national concernerait près de 1300 chefs d'établissement et adjoints. Les cas de harcèlement sexuel, homophobes, racistes n'existent quasiment pas. En revanche le harcèlement pour raisons professionnelles est prédominant. Plus de la moitié des « harceleurs » sont des personnels de l'établissement suivis des parents (27,4 %) et des élèves (3,7 %). A noter que sur ce champ plus de 16 % des perdir s'estiment victimes d'ostracisme par tout ou partie des personnels.

Il y a là un très important frein à l'action des chefs d'établissement et à leur responsabilité en matière pédagogique et éducative, notamment dans le domaine de la prévention de la violence. En outre, se sentir harcelé modifie l'image et les appréciations que les perdus portent sur les enseignants. Si 73 % des personnels non harcelés estiment la relation enseignants / élèves positive, ils ne sont plus que 52 % lorsqu'ils sont victimes...

En conclusion, plusieurs points nécessitent des recherches ultérieures. Ils concernent :

- la nature et l'importance des liens entre « harcelés » et climat scolaire
- une meilleure connaissance du profil de ces personnels en souffrance
- une analyse des 1 058 réponses à la question ouverte « quelles sont les solutions que vous préconisez ? »

A propos de la CASDEN

Banque coopérative des personnels de l'Education, de la Recherche et de la Culture la CASDEN fait partie du Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire français dont elle détient 4,5 % du capital. La CASDEN, ce sont 500 collaborateurs, 218 Délégués Départementaux, 5 000 Correspondants dans les Etablissements scolaires et universitaires, et 1 213 012 Sociétaires.

Pour plus d'informations : www.casden.fr

Contacts presse :

CASDEN

Stéphanie Guillas

Tel : 01 64 80 34 62

Email : stephanie.guillas@casden.banquepopulaire.fr

Agence AUVRAY & ASSOCIES

Hélène COHEN

Tel : 01 58 22 21 11

Email : h.cohen@auvray-associes.com